
TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes
2. Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET D'ASSURANCES

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Exigences en matière d'assurance

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Utilisateurs désignés
7. Instrument de commande
8. Limite de Commande Subséquentes
9. Ordre de priorité des documents
10. Attestations
11. Lois applicables

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. Assurances
7. Clauses du Guide des CCUA

Liste des annexes :

- Annexe A - Besoin
- Annexe B - Modalités de paiement
- Annexe C - Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
- Annexe D - Exigences en matière d'assurance
- Annexe E - Formulaire de rapport sur l'offre à commandes

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- | | |
|----------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent: |
| | 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; |
| | 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent le Besoin, Modalités de paiement, Exigences en matière d'assurance, et Formulaire de rapport sur l'offre à commandes.

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 - Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances, et la Partie 7A - Offre à commandes. Les offrants devraient consulter le document «Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires » (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels .

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

2. Sommaire

Fournir et livrer du pétrole liquéfié en vrac (propane) et en bouteilles de diverses grosseurs, et recharger le propane, selon la demande, pour les clients de la Base des Forces canadiennes (BFC) Suffield, y compris le ministère de la Défense nationale (MDN), Recherche et développement pour la défense

Canada (RDDC), les ingénieurs en construction de la base et l'Unité d'entraînement de l'Armée britannique Suffield (BATUS) conformément à l'annexe «A».

L'offre à commandes (OC) doit couvrir la période de la date d'attribution au 31 mars 2015, avec deux (2) périodes de renouvellement facultatives d'un an.

3. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 - Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 - Offre à commandes et clauses du contrat subséquent.

4. Compte rendu

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2012-11-19) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

M0019T (2007-05-25), Prix et (ou) taux fermes

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

2.1 Documents exigés aux fins d'évaluation des offres

L'offrant doit fournir les documents suivants avec son offre :

a. **Document attestant du prix du gros occasionnel en raffinerie.**

Si ce document n'est pas soumis, la proposition sera jugée non recevable.

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Alberta et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre financière (1 copie papier)

Section II: attestations (1 copie papier).

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Modalités de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

1.2 Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- b) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section II: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.

1.1 Évaluation financière

1.1.1 Les quantités et les unités estimatives ci-dessous sont indiquées à des fins d'évaluation seulement et ne feront pas partie de l'offre à commandes.

Le prix global de l'offre sera calculé au moyen de la formule suivante et des prix offerts à l'annexe B, Base de paiement : (Nota : le prix unitaire correspond au prix de gros occasionnel avec majoration en dollars par litre.)

Section A

- i. prix unitaire fixe de l'article 1a. BFC Suffield (MDN), nombre de réservoirs multiplié (x) par 38 000 litres;
 - plus ii. prix unitaire fixe de l'article 1b. Génie construction de la base (GCB), nombre de réservoirs multiplié (x) par 57 000 litres;
 - plus iii. prix unitaire fixe de l'article 1c. Recherche et développement pour la Défense Canada (RDDC) nombre de réservoirs multiplié (x) par 96 000 litres;
 - plus iv. prix unitaire fixe de l'article 2a. Frais liés au transport multiplié (x) par 30 livraisons;
 - plus v. prix unitaire fixe de l'article 2b. Frais liés aux matières dangereuses multiplié (x) par 30 livraisons;
 - plus vi. prix unitaire fixe de l'article 3a. frais liés aux commandes subséquentes urgentes liées à la livraison multiplié (x) par 10 livraisons;
 - plus vii. prix offert pour l'article 4a. frais liés à l'installation d'un réservoir de propane [$> 3\,785$ litres] multiplié (x) par 2 réservoirs;
 - plus viii. prix offert pour l'article 4b. frais liés à l'installation d'un réservoir de propane [= $3\,785$ litres] multiplié (x) par 9 réservoirs;
 - plus ix. prix offert pour l'article 4c. frais liés à l'enlèvement de réservoir de propane [$> 3\,785$ litres] multiplié (x) par 2 réservoirs;
 - plus x. prix offert pour l'article 4d. frais liés à l'enlèvement de réservoir de propane [= $3\,785$ litres] multiplié (x) par 9 réservoirs;
 - plus xi. prix offert pour l'article 4e. frais liés à la location mensuelle d'un réservoir de propane [$> 3\,785$ litres] multiplié (x) par 2 mois;
 - plus xii. prix offert pour l'article 4f. frais liés à la location mensuelle d'un réservoir de propane [= $3\,785$ litres] multiplié (x) par 2 mois;
 - plus xiii. prix offert pour l'article 4g. frais liés à location annuelle d'un réservoir de propane [$> 3\,785$ litres] multiplié (x) par 1 an;
 - plus xiv. prix offert pour l'article 4h. frais liés à location annuelle d'un réservoir de propane [= $3\,785$ litres] multiplié (x) par 1 an;
 - plus xv. prix offert pour l'article 5a. tarif des appels de service multiplié (x) par 5 appels;
 - plus xvi. prix offert pour l'article 5b. tarif horaire des appels de service multiplié (x) par 15 heures;
 - plus xvii. prix offert pour l'article 5c. tarif des appels de service d'urgence multiplié (x) par 5 appels;
 - plus xviii. prix offert pour l'article 5d. tarif des appels de service d'urgence multiplié (x) 15 heures;
- égale (=) le prix global de l'offre pour la période allant de la date de l'émission de l'offre à commandes au 31 mars 2015.

Cette méthode d'évaluation s'appliquera également aux sections B et C de l'Annexe B. Chaque sous-total sera ensuite additionné avec le prix total de la section A et le grand total sera calculé pour le prix offert cumulatif global.

1.1.2 SACC Manual Clause - M0222T (2010-01-11), Évaluation du prix

2. Méthode de sélection

2.1 Méthode de sélection

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'une offre à commandes soit émise, les offrants doivent fournir les attestations exigées et la documentation connexe. Le Canada déclarera une offre non recevable si les attestations exigées et la documentation connexe ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les offrants respectent les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations, de fournir la documentation connexe ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

- 1.1.1** En présentant une offre, l'offrant atteste, en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des instructions uniformisées. La documentation connexe mentionnée ci-après aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques. En présentant une offre, l'offrant atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra demander d'autres informations, attestations, formulaires de consentement et éléments prouvant son identité ou son éligibilité. Le Canada pourra aussi vérifier tous les renseignements fournis par l'offrant, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers. Le Canada déclarera une offre non recevable s'il constate que les renseignements demandés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées aux présentes s'avèrent être faux, à quelque égard que ce soit, après vérification par le Canada. L'offrant et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant toute la période de l'offre à commandes ainsi que pour toutes commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les offrans qui sont incorporés, incluant ceux présentant des offres à titre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir avec leur offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci, la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'offrant. Les offrans en présentant des offres à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux présentant des offres dans le cadre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir le nom du propriétaire avec leur offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci. Les offrans en présentant à titre de sociétés, sociétés de personnes, entreprises ou associations de personnes n'ont pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'émission d'une offre à commandes et de tout contrat subséquent.

Le Canada peut, à tout moment, demander à un offrant de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) pour toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

2. Attestations additionnelles préalables à l'émission de l'offre à commandes

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

2.1. Programme de contrats fédéraux - attestation

2.1.1 Programme de contrats fédéraux - 200 000 \$ ou plus (doit être rempli par l'initiateur)

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'émission d'une offre à commandes. Si l'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujéti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'émission de l'offre à commandes.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'état pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDC a constaté leur non conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif de moins de 100 employés. Toute offre présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une offre présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

2. Si l'offrant n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier

(819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDC.

3. L'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

L'offrant ou le membre de la coentreprise :

- a. () n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b. () n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la *Loi sur l'quit en matire d'emploi*, L.C. 1995, ch. 44;
- c. () est assujéti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDC (puisque'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus). Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;
- d. () est assujéti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____ **(c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDC).**

PART 6 - SECURITY, FINANCIAL AND INSURANCE REQUIREMENTS

1. Exigences relatives à la sécurité

1. Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes :
 - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A - Offre à commandes;
 - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A-Offre à commandes;
 - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé.
2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le document « Exigences de scurit dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires » (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformiss d'approvisionnement ministriels.

2. Exigences on matière d'assurance

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe "C" si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

2. Exigences relatives à la sécurité

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions?:
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe _____;
 - b) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « E ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1^{er} avril au 30 juin;
Deuxième trimestre : du 1^{er} juillet au 30 septembre;
Troisième trimestre : du 1^{er} octobre au 31 décembre;
Quatrième trimestre : du 1^{er} janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

4. Durée de l'offre à commandes

4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du est la date d'émission de l'offre à commandes au 31 mars 2015.

4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour une additionnelle de deux (2) d'un (1) an périodes, à partir de 1 Avril 2015 au 31 Mars 2016 et Avril 1, 2016 à Mars 31, 2017, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes trente (30) jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

5. Responsables

5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Deb Clarke, Spécialiste de l'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
635 - 8e avenue SO, Pièce 1650
Calgary (Alberta) T2P 3M3

Téléphone : 403-292-4526
Télécopieur : 403-292-5786
Courriel : deb.clarke@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est : ÀÊD

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

5.3 Représentant de l'offrant (doit être rempli par l'initiateur)

Nom: _____

Titre: _____

Société: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____ - _____

Télécopieur: _____ - _____

Courriel: _____

6. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est: ministère de la Défense nationale.

7. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, ou une version électronique.

8. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 40,000.00\$ (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse).

9. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
- d) les conditions générales 2010A (2012-11-19); Conditions générales - biens (complexité moyenne)
- e) l'Annexe « A », Besoin ;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
- h) l'Annexe « D », Exigences en matière d'assurance;
- i) l'Annexe « E », Formulaire de rapport sur l'offre à commandes;
- j) l'offre de l'offrant en date du _____ .

10. Attestations

10.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

10.2 Clauses du guide des CCUA

M3800C (2006-08-15), Estimation de coût

11. Applicable Laws

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Alberta.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2010A (2012-11-19), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 16, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010A (2012-11-19), Conditions générales - biens (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

3. Durée du contrat

3.1 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Paiement

4.1 Base de paiement - prix ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme précisé(s) dans l'annexe B. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

4.2 Paiements multiples

H1001C (2008-05-12), Paiements multiples

4.3 Clauses du Guide des CCUA

A9117C (2007-11-30), T1204- demande directe du ministère client
C2000C (2007-11-30), Taxes - entrepreneur établi à l'étranger
C2505C (2008-05-12), Propane - taxe provinciale sur les carburants exclue

4.4 Paiement par carte de crédit

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : ÂÊD

5. Instructions pour la facturation

5.1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être accompagnée des documents suivants :

- (a) documents indiquant le prix de gros occasionnel en raffinerie à la date de livraison;
- (b) fournir bordereaux de livraison mesurées pour chaque livraison individuelle réservoir de propane;
- (c) une copie de la commande subséquente à l'offre à commandes et tout autre document énoncé dans le contrat;
- (d) factures de l'entrepreneur pour la location de réservoirs doivent indiquer clairement le numéro de série de chaque réservoir facturé.

5.2. Les factures doivent être distribuées comme suit:

L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

6. Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D . L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7. Clauses du Guide des CCUA

A9062C (2011-05-16), Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

B7500C (2006-06-16), Marchandises excédentaires

D3015C (2007-11-30), Marchandises dangereuses/produits dangereux

ANNEXE A**ÉNONCÉ DES BESOINS****1 PORTÉE****1.1 Identification**

Le présent énoncé des besoins précise les travaux à effectuer pour la fourniture et la livraison de propane en vrac et de réservoirs de divers formats, ainsi que le remplissage de propane au fur et à mesure des besoins des clients de la base des Forces canadiennes Suffield (BFC Suffield), y compris le ministère de la Défense nationale (MDN), Recherche et développement pour la Défense Canada (RDDC), le Génie construction de la base (GCB) et l'Unité d'entraînement de l'Armée britannique (BATUS).

1.2 Contexte

Dans l'ensemble de la BFC Suffield et les environs, il y a plusieurs réservoirs de propane qui demandent des inspections périodiques, des re-certifications et le remplissage de propane. La BFC Suffield gère un réservoir de propane de 3 785 litres (1 000 gallons) utilisé comme station de remplissage sur place.

RDDC gère dix (10) réservoirs de capacité allant de 1 893 à 7 570 litres situés dans le coin sud-ouest du champ de tir, à une distance de 6 à 10 km de l'entrée est. À l'occasion, des réservoirs de vrac de capacité allant de 1 893 à 3 785 litres sont requis pour location, remplissage, remplissage répété, évacuation et enlèvement à court terme pendant les exercices d'instruction militaire. Le Génie construction de la BFC Suffield gère neuf (9) réservoirs loués de 3 785 litres dans trois (3) aires spécifiques du champ (désignées dans la présente). La BFC Suffield est située à 53 km à l'ouest du centre-ville de Medicine Hat et à 8 km au nord de la route 884 (route Jenner).

1.3 But

La BFC Suffield cherche un fournisseur unique pour :

- la fourniture, la livraison et le déchargement de gaz de pétrole liquéfié (propane) en vrac dans les divers réservoirs appartenant à des entrepreneurs et à l'État;
- la fourniture de tout le carburant, l'expertise, le matériel, les pièces et la main-d'œuvre liés à la location à court et long terme de réservoirs en vrac.

1.4 Responsable de la gestion de la qualité et Responsable technique

Le Responsable de la gestion de la qualité pour la présente tâche est l'officier d'approvisionnement du G4.

1.5 Tâches

Le présent énoncé des besoins précise le besoin pour la réalisation des tâches suivantes :

1. la fourniture et la livraison;
2. la location de réservoirs de propane;
3. la réparation/l'entretien des réservoirs appartenant à l'Entrepreneur.

1.5.1 Livraison du propane

1. L'offrant doit pouvoir fournir des services de location de réservoirs en vrac.
2. L'offrant doit livrer tous les produits dans les quarante-huit (48) heures suivant la réception de la commande pendant les heures normales de travail.
3. L'offrant doit pouvoir accepter des commandes urgentes et livrer tous les produits dans les quarante-huit (48) heures suivant la réception de la demande/commande subséquente. L'offrant doit donc fournir le nom d'une personne-ressource, son titre et un numéro de téléphone pour les appels en dehors des heures normales de travail.
4. Les méthodes de manutention, de livraison et de gestion du propane doivent être conformes aux normes nationales du Canada, aux lois et aux règlements provinciaux et fédéraux.
5. Les véhicules de livraison de l'offrant doivent être équipés de compteurs capables d'imprimer des bordereaux de livraison.
6. L'offrant doit fournir des bordereaux de livraison pour chaque livraison de propane en vrac effectuée. Il doit laisser ces bordereaux au bureau d'approvisionnement local (bâtiment 370) pendant les heures normales de travail (du lundi au jeudi, de 8 h à 16 h, et le vendredi, de 8 h à 14 h). En dehors des heures de travail, ces bordereaux doivent être laissés au poste-barrière des commissionnaires à l'entrée de la BFC Suffield. Des copies des bordereaux de livraison pour les deux (2) réservoirs de propane (situés à l'entrée S-24) du Génie construction de la base peuvent être envoyés par télécopieur ou par courriel au Responsable du projet.
7. L'offrant doit s'assurer que tous les conducteurs chargés de la livraison du propane dans le champ de tir ont suivi une séance d'information tenue par les responsables du contrôle des champs de tir et ont une autorisation individuelles d'accès au champ de tir. L'offrant doit prendre (à ses frais) les dispositions nécessaires immédiatement après l'établissement de l'offre à commandes. (Voir la section 5.)
8. L'offrant est responsable de la récupération de ses véhicules de livraison en cas de panne ou s'ils restent coincés dans le champ de tir. En aucun cas, un membre des FC ni du MDN ne sera appelé à intervenir. Advenant que l'offrant profite d'une assistance non autorisée, il est responsable de tout dommage causé et ne peut pas tenir l'État responsable.

1.5.2 Location de réservoirs de propane

1. L'offrant doit effectuer une vérification annuelle de l'inventaire physique de tous les réservoirs loués lui appartenant et ceux appartenant à l'État, situés à la BFC Suffield, pour lesquels l'entretien est fourni dans le cadre de la présente offre à commandes. Une copie de l'inventaire sera fournie au Responsable du projet dans un délai de sept (7) jours civils suivant la fin du répertoire. Le bureau d'approvisionnement local aidera à effectuer cette vérification d'inventaire. Les vérifications doivent comprendre le numéro de location (s'il y a lieu), la couleur du réservoir, le numéro de série et la capacité de chaque réservoir loué.
2. L'offrant doit fournir la location, la livraison, l'installation, la réparation et l'enlèvement des réservoirs portatifs de diverses capacités, variant entre environ 1 302 et 3 785 litres (420 à 1 000 lb), pour les installations mobiles de douche, de buanderie et de cuisine situées à divers endroits dans le champ de tir de la BFC Suffield, et ce, à fur et à mesure des besoins.

3. Les livraisons de réservoirs de 1 302 litres ou plus doivent comprendre la main-d'œuvre, les pièces, les déplacements, le matériel et le transport visant la livraison/l'enlèvement de ces réservoirs à la BFC Suffield ou au champ de tir, au fur et à mesure des besoins. Elles doivent aussi comprendre, sans toutefois s'y limiter, tous les matériaux d'assujettissement et d'installation, les contrôleurs de débit, les tuyaux souples (d'au plus 25 pi), ainsi que toutes les réparations et tous les travaux d'entretien normaux pendant la période de location. Tous les travaux doivent être effectués par un monteur d'installations au gaz accrédité.
4. L'offrant doit faire un rapport mensuel avec la capacité, l'emplacement et le nombre de réservoirs loués par la BFC Suffield et le remettre au Responsable du projet. L'offrant doit aviser le Responsable du projet lorsqu'un nouvel emplacement est ajouté au compte.
5. Il incombe à l'offrant d'étiqueter adéquatement toutes les bouteilles conformément à tous les règlements provinciaux et fédéraux, y compris le SIMDUT ou les autres exigences relatives aux produits chimiques.

1.5.3 Réparation/entretien des réservoirs appartenant à l'Entrepreneur et à l'État

1. Il incombe à l'offrant de fournir tous les contrôleurs de débit, les pistolets, les compteurs et les tuyaux souples connexes requis pour la réparation ou le remplacement attribuable à l'usure et à la détérioration normale des réservoirs loués appartenant à l'offrant, et ce, sans coûts supplémentaires pour l'État.
2. L'offrant doit engager un technicien pour effectuer les vérifications et les réparations urgentes dans les huit (8) heures suivant la commande subséquente. Les réparations normales doivent être effectuées dans les vingt-quatre (24) heures suivant la commande subséquente.
3. L'offrant doit entretenir ou réparer les réservoirs appartenant à l'État sur demande.

2 FACTURATION

1. L'offrant doit préciser le numéro du réservoir désigné de la BFC Suffield, conformément à la section 4, Réservoirs et emplacement, de la présente, et le numéro de commande subséquente lié à chaque commande sur les connaissements et les factures connexes.
2. La facture de l'offrant visant la location à court-terme doit clairement indiquer le numéro de série des réservoirs en question et les frais connexes facturés.

3 RESPONSABLE DU SITE

Le Responsable du site ou la personne-ressource sur place devant répondre aux questions et régler les problèmes pouvant survenir lors de la mise en place ou la livraison de produits commandés sera indiqué sur la commande subséquente au besoin.

4 RÉSERVOIRS ET EMPLACEMENT

4.1 MDN, BFC Suffield

N° de série	Quantité	Emplacement	Capacité	Remplissage approx.
BFC-01 (Réservoir appartenant à l'État)	1	Bâtiment d'entretien 210 de la base	3 785 litres*	Bimestriel

* Le réservoir de 3 785 litres comprend le compteur de distribution, le tuyau souple et le pistolet de distribution pour le ravitaillement et le remplissage des bouteilles et une balance de plateforme pour peser les bouteilles, tous situés au bâtiment d'entretien 210 de la base.

4.2 Gnie construction de la base (GCB)

Le GCB a plusieurs réservoirs situés à la grandeur du champ de tir. Les réservoirs indiqués ci-dessous n'appartiennent pas à l'État; il s'agit de réservoirs à location annuelle.

- Lazy D – À partir de l'entrée est de la BFC Suffield, circuler en direction nord sur la route 884, tourner à droite à l'entrée W13 et circuler en direction est sur le chemin Kangaroo Rat vers Lazy D - 89 km (aller seulement).
- Tour Brutus – À partir de l'entrée de contrôle du champ de tir de la BFC Suffield, circuler en direction est sur le chemin Rattlesnake vers la tour Brutus – 20 km (aller seulement).
- S-24 – À partir de Medicine Hat, circuler en direction nord sur le chemin Box Springs vers le chemin Scott et emprunter l'entrée S-24 de la BFC – 20 km (aller seulement).

N° de série*	Quantité (ch.)	Emplacement	Capacité
1	4	Lazy 'D' (système collecteur – les 4 réservoirs sont raccordés)	3 785 litres
2			3 785 litres
3			3 785 litres
4			3 785 litres
5	1	Lazy 'D'	3 785 litres
6	1	Tour Brutus	3 785 litres
7	1	Tour Brutus	3 785 litres
8	2	Entrée S-24	3 785 litres
9			3 785 litres

*Les numéros de série seront ajoutés/ajustés en conséquence si de nouveaux réservoirs loués sont installés.

4.3 Recherche et développement pour la Défense Canada (RDDC)

N° de série	Emplacement - site	Emplacement - Bâtiment	Distance de l'entrée est - Approx.	Capacité (litres)	Capacité plein à 80 % (litres)
PT-01	Centre Cameron	B569 - Incinérateur	6 km	3 785	3 024
PT-02	Centre Cameron	B97- Remorque de contrôle	6 km	1 893	1 512
PT-03	Centre Cameron	Incinérateur de l'unité de neutralisation thermique	6 km	1 893	1 512
PT-04	Centre Cameron	B114 – Poste électrique sur le terrain	6 km	7 570	6 048
PT-05	Enceinte du bâtiment n° 490	B49 – Atelier de soutien sur le terrain	15 km	3 785	3 024
PT-06	Enceinte du bâtiment n° 490	B592 – Remplissage de produits pétroliers	15 km	3 785	3 024
PT-07	Site pour aérosols Cameron Watson	Salle de bain de la remorque du centre d'essai d'armement	21 km	375 gallons US	
PT-08	Site pour aérosols Cameron Watson	Salle de bain de la remorque du centre d'essai d'armement	21 km	375 gallons US	
PT-09	Centre d'essai d'armement	B51- Ensemble sur le terrain	21 km	1 893	1 512
PT-10	Centre d'essai de claquage	B454 – Remorque de développement des rayons X	21 km	1 893	1 512
PT-11	Site d'essai en milieu urbain	B144 – Assemblage du site d'essai en milieu urbain	21 km	3 785	3 024
PT-12*	Site d'essai en plein air	B146 – Installation du site d'essai en plein air	7 km	3 785*	3 024
PT-13	RDDC (côté ouest)	Bâtiment n° 3	Dans la base	3 785	3 024

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0142-12C181/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

cal114

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0142-12C181

File No. - N° du dossier

CAL-1-34400

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

5 EXIGENCES SPÉCIALES VISANT L'ACCÈS

Les employés de l'offrant nécessitant l'accès aux champs de tir pour effectuer les livraisons et les collectes et pour répondre aux appels de services doivent assister à un exposé sur l'accès au champ de tir. Il faut y assister tous les ans et l'exposé vise les employés nécessitant l'accès au champ de tir. L'officier d'approvisionnement du G4 (Responsable du projet) organisera l'exposé lorsque l'offrant aura déterminé qui y assistera. Des exposés sont donnés tous les mardi et jeudi à 9 h.

ANNEXE B**BASE DE PAIEMENT**

- La TPS et les taxes sur le carburant doivent être exclues des prix indiqués dans les présentes.
- La TPS et les taxes sur le carburant, s'il y a lieu, doivent être indiquées séparément sur la facture.

Les taux de taxes provinciales sur le propane ou le butane, lorsqu'il n'est pas utilisé comme carburant de moteur, ne sont pas applicables et doivent être exclus des prix susmentionnés.

La facture de l'offrant doit être accompagnée de documents indiquant le prix de gros occasionnel en raffinerie à la date de livraison.

Le prix de l'offrant doit comprendre la livraison et le déchargement aux endroits énumérés ci-après.

Les bordereaux de compteur ou les connaissances, selon le cas, doivent être fournis au moment de la livraison pour confirmer les quantités livrées (voir l'annexe A, 1.5.1 – Livraison du propane).

Le prix par litre du propane pour chaque endroit et chaque année sera calculé en additionnant le prix de gros occasionnel en raffinerie et la majoration (prix de gros + \$ par litre).

**Les renseignements ci-dessous serviront à des fins d'évaluation pour les sections A, B et C.
L'offrant doit fournir ce qui suit avec son offre de prix :**

- Prix de gros occasionnel en raffinerie le 28 février 2013 _____ \$/L
- Raffinerie utilisée : _____
- Les documents indiquant le prix de gros occasionnel en raffinerie devront être joints à cette offre (toute forme de documentation officielle provenant d'une raffinerie et indiquant le prix de gros occasionnel est acceptable).

Section A. Pour la période d'offre à commandes allant de la date de l'émission de l'offre à commandes au 31 mars 2015.

Article A1: Majoration par litre de propane en vrac

Article n°	Description	Majoration (litre)
1.	Approvisionnement et livraison en vrac de propane suivant l'annexe A. Majoration par litre du propane (y compris tous les frais de livraison, mais excluant les frais liés au transport et aux matières dangereuses). La majoration s'ajoute au prix de gros occasionnel en raffinerie à la date de livraison d'une commande subséquente à une offre à commandes	
1a.	Réservoirs du MDN, BFC Suffield (MDN)	_____ \$/L
1b.	Réservoirs du Génie de construction de la base (GCB)	_____ \$/L
1c.	Réservoirs de Recherche et développement pour la Défense Canada (RDDC)	_____ \$/L

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0142-12C181/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

cal114

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W0142-12C181

CAL-1-34400

Article A2 : Frais liés à la livraison du propane en vrac

Article n°	Description	Prix
2a.	Frais liés au transport par livraison	_____\$/livraison
2b.	Frais liés aux matières dangereuses par livraison	_____\$/livraison

Article A3 : Frais liés à la livraison du propane – Commande urgente

Article n°	Description	Prix
3.	Livraison de propane en cas d'urgence conformément à l'annexe A (livraison dans les 24 heures suivant la demande/commande subséquente). Si ces frais supplémentaires s'appliquent, ils seront ajoutés au prix du propane en vrac et de sa livraison.	
3a.	Les frais par appel de service d'urgence pour la livraison de propane dans les 24 heures suivant la demande/commande subséquente.	_____\$/appel

Article A4 : Location de réservoirs de propane en vrac

Article n°	Description	Prix
4.	Location de réservoirs de propane en vrac appartenant à l'offrant conformément au coût total prescrit à l'annexe A. (coût comprenant, sans toutefois s'y limiter, la livraison/l'enlèvement, les services d'un monteur d'installations au gaz accrédité, la main-d'œuvre, l'installation, la réparation normale, le montage, les matériaux d'assujettissement, l'entretien, les raccords, les contrôleurs de débit et les tuyaux souples).	
4a.	Livraison et installation d'un réservoir de propane en vrac (capacité inférieure à 3 785 L).	_____ \$/réservoir
4b.	Livraison et installation d'un réservoir de propane en vrac (capacité de 3 785 L ou plus).	_____ \$/réservoir
4c.	Enlèvement/évacuation d'un réservoir de propane en vrac (capacité inférieure à 3 785 L).	_____ \$/réservoir
4d.	Enlèvement/évacuation d'un réservoir de propane en vrac (capacité de 3 785 L ou plus).	_____ \$/réservoir
4e.	Location mensuelle d'un réservoir de propane en vrac (capacité inférieure à 3 785 L).	_____ \$/réservoir
4f.	Location mensuelle d'un réservoir de propane en vrac (capacité de 3 785 L ou plus).	_____ \$/réservoir
4g.	Location annuelle d'un réservoir de propane en vrac (capacité inférieure à 3 785 L).	_____ \$/réservoir
4h.	Location annuelle d'un réservoir de propane en vrac (capacité de 3 785 L ou plus).	_____ \$/réservoir

Article A5 : Appels de service pour les réservoirs de propane en vrac appartenant à l'État

Article n°	Description	Prix
5.	Tarif des appels de service et taux horaire du monteur d'installations au gaz accrédité* par appel de service sur demande visant la réparation ou l'entretien des réservoirs de propane en vrac appartenant à l'État.	
5a.	Tarif pour appel de service (s'il y a lieu).	_____ \$/appel
5b.	Taux horaire pendant les heures normales de travail	_____ \$/heure
5c.	Tarif pour appel de service d'urgence (en dehors des heures normales de travail, les fins de semaine et les congés fériés).	_____ \$/appel

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0142-12C181/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

cal114

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W0142-12C181

CAL-1-34400

5d.	Taux horaire pour appel de service d'urgence (en dehors des heures normales de travail, les fins de semaine et les congés fériés).	_____\$/heure
-----	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------

*Le Canada ne paiera aucuns frais liés à un monteur d'installations au gaz apprenti.

Article A6 : Matériel et pièces de remplacement (excluant l'installation et la réparation des réservoirs appartenant à l'offrant, à moins que les réparations ne soient pas attribuables à l'usure et à la détérioration normale)

Article n°	Description
6a.	Matériaux divers et pièces de rechange (sauf les articles gratuits) au coût livré (qui comprend le prix facturé, les frais de transport, les frais de change, les frais de douane et de courtage) plus un pourcentage de majoration de ____ % excluant la taxe de vente. La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) est en sus et doit être indiquée séparément sur une facture.

Section B. Pour la période d'option 1 de l'offre à commandes – du 1^{er} avril 2015 au 29 mars 2016.

Article B1: Majoration par litre de propane en vrac

Article n°	Description	Majoration (litre)
1.	Approvisionnement et livraison en vrac de propane suivant l'annexe A. Majoration par litre du propane (y compris tous les frais de livraison, mais excluant les frais liés au transport et aux matières dangereuses). La majoration s'ajoute au prix de gros occasionnel en raffinerie à la date de livraison d'une commande subséquente à une offre à commandes	
1a.	Réservoirs du MDN, BFC Suffield (MDN)	_____ \$/L
1b.	Réservoirs du Génie de construction de la base (GCB)	_____ \$/L
1c.	Réservoirs de Recherche et développement pour la Défense Canada (RDDC)	_____ \$/L

Article B2 : Frais liés à la livraison du propane en vrac

Article n°	Description	Prix
2a.	Frais liés au transport par livraison	_____ \$/livraison
2b.	Frais liés aux matières dangereuses par livraison	_____ \$/livraison

Article B3 : Frais liés à la livraison du propane – Commande urgente

Article n°	Description	Prix
3.	Livraison de propane en cas d'urgence conformément à l'annexe A (livraison dans les 24 heures suivant la demande/commande subséquente). Si ces frais supplémentaires s'appliquent, ils seront ajoutés au prix du propane en vrac et de sa livraison.	
3a.	Les frais par appel de service d'urgence pour la livraison de propane dans les 24 heures suivant la demande/commande subséquente.	_____ \$/appel

Article B4 : Location de réservoirs de propane en vrac

Article n°	Description	Prix
4.	Location de réservoirs de propane en vrac appartenant à l'offrant conformément au coût total prescrit à l'annexe A. (coût comprenant, sans toutefois s'y limiter, la livraison/l'enlèvement, les services d'un monteur d'installations au gaz accrédité, la main-d'œuvre, l'installation, la réparation normale, le montage, les matériaux d'assujettissement, l'entretien, les raccords, les contrôleurs de débit et les tuyaux souples).	
4a.	Livraison et installation d'un réservoir de propane en vrac (capacité inférieure à 3 785 L).	_____\$/réservoir
4b.	Livraison et installation d'un réservoir de propane en vrac (capacité de 3785 L ou plus).	_____\$/réservoir
4c.	Enlèvement/évacuation d'un réservoir de propane en vrac (capacité inférieure à 3 785 L).	_____\$/réservoir
4d.	Enlèvement/évacuation d'un réservoir de propane en vrac (capacité de 3785 L ou plus).	_____\$/réservoir
4e.	Location mensuelle d'un réservoir de propane en vrac (capacité inférieure à 3 785 L).	_____\$/réservoir
4f.	Location mensuelle d'un réservoir de propane en vrac (capacité de 3785 L ou plus).	_____\$/réservoir
4g.	Location annuelle d'un réservoir de propane en vrac (capacité inférieure à 3 785 L).	_____\$/réservoir
4h.	Location annuelle d'un réservoir de propane en vrac (capacité de 3785 L ou plus).	_____\$/réservoir

Article B5 : Appels de service pour les réservoirs de propane en vrac appartenant à l'État

Article n°	Description	Prix
5.	Tarif des appels de service et taux horaire du monteur d'installations au gaz accrédité* par appel de service sur demande visant la réparation ou l'entretien des réservoirs de propane en vrac appartenant à l'État.	
5a.	Tarif pour appel de service (s'il y a lieu).	_____\$/appel
5b.	Taux horaire pendant les heures normales de travail	_____\$/heure
5c.	Tarif pour appel de service d'urgence (en dehors des heures normales de travail, les fins de semaine et les congés fériés).	_____\$/appel
5d.	Taux horaire pour appel de service d'urgence (en dehors des heures normales de travail, les fins de semaine et les congés fériés).	_____\$/heure

*Le Canada ne paiera aucuns frais liés à un monteur d'installations au gaz apprenti.

Article B6 : Matériel et pièces de remplacement (excluant l'installation et la réparation des réservoirs appartenant à l'offrant, à moins que les réparations ne soient pas attribuables à l'usure et à la détérioration normale)

Article n°	Description
6a.	Matériaux divers et pièces de rechange (sauf les articles gratuits) au coût livré (qui comprend le prix facturé, les frais de transport, les frais de change, les frais de douane et de courtage) plus un pourcentage de majoration de ____% excluant la taxe de vente. La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) est en sus et doit être indiquée séparément sur une facture.

Section C. Pour la période d'option 2 de l'offre à commandes – du 1^{er} avril 2016 au 28 mars 2017.

Article C1: Majoration par litre de propane en vrac

Article n°	Description	Majoration (litre)
1.	Approvisionnement et livraison en vrac de propane suivant l'annexe A. Majoration par litre du propane (y compris tous les frais de livraison, mais excluant les frais liés au transport et aux matières dangereuses). La majoration s'ajoute au prix de gros occasionnel en raffinerie à la date de livraison d'une commande subséquente à une offre à commandes	
1a.	Réservoirs du MDN, BFC Suffield (MDN)	_____ \$/L
1b.	Réservoirs du Génie de construction de la base (GCB)	_____ \$/L
1c.	Réservoirs de Recherche et développement pour la Défense Canada (RDDC)	_____ \$/L

Article C2 : Frais liés à la livraison du propane en vrac

Article n°	Description	Prix
2a.	Frais liés au transport par livraison	_____ \$/livraison
2b.	Frais liés aux matières dangereuses par livraison	_____ \$/livraison

Article C3 : Frais liés à la livraison du propane – Commande urgente

Article n°	Description	Prix
3.	Livraison de propane en cas d'urgence conformément à l'annexe A (livraison dans les 24 heures suivant la demande/commande subséquente). Si ces frais supplémentaires s'appliquent, ils seront ajoutés au prix du propane en vrac et de sa livraison.	
3a.	Les frais par appel de service d'urgence pour la livraison de propane dans les 24 heures suivant la demande/commande subséquente.	_____ \$/appel

Article C4 : Location de réservoirs de propane en vrac

Article n°	Description	Prix
4.	Location de réservoirs de propane en vrac appartenant à l'offrant conformément au coût total prescrit à l'annexe A. (coût comprenant, sans toutefois s'y limiter, la livraison/l'enlèvement, les services d'un monteur d'installations au gaz accrédité, la main-d'œuvre, l'installation, la réparation normale, le montage, les matériaux d'assujettissement, l'entretien, les raccords, les contrôleurs de débit et les tuyaux souples).	
4a.	Livraison et installation d'un réservoir de propane en vrac (capacité inférieure à 3 785 L).	_____ \$/réservoir
4b.	Livraison et installation d'un réservoir de propane en vrac (capacité de 3785 L ou plus).	_____ \$/réservoir
4c.	Enlèvement/évacuation d'un réservoir de propane en vrac (capacité inférieure à 3 785 L).	_____ \$/réservoir
4d.	Enlèvement/évacuation d'un réservoir de propane en vrac (capacité de 3785 L ou plus).	_____ \$/réservoir
4e.	Location mensuelle d'un réservoir de propane en vrac (capacité inférieure à 3 785 L).	_____ \$/réservoir
4f.	Location mensuelle d'un réservoir de propane en vrac (capacité de 3785 L ou plus).	_____ \$/réservoir
4g.	Location annuelle d'un réservoir de propane en vrac (capacité inférieure à 3 785 L).	_____ \$/réservoir
4h.	Location annuelle d'un réservoir de propane en vrac (capacité de 3785L ou plus).	_____ \$/réservoir

Article C5 : Appels de service pour les réservoirs de propane en vrac appartenant à l'État

Article n°	Description	Prix
5.	Tarif des appels de service et taux horaire du monteur d'installations au gaz accrédité* par appel de service sur demande visant la réparation ou l'entretien des réservoirs de propane en vrac appartenant à l'État.	
5a.	Tarif pour appel de service (s'il y a lieu).	_____ \$/appel
5b.	Taux horaire pendant les heures normales de travail	_____ \$/heure
5c.	Tarif pour appel de service d'urgence (en dehors des heures normales de travail, les fins de semaine et les congés fériés).	_____ \$/appel

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0142-12C181/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

cal114

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W0142-12C181

CAL-1-34400

5d.	Taux horaire pour appel de service d'urgence (en dehors des heures normales de travail, les fins de semaine et les congés fériés).	_____\$/heure

*Le Canada ne paiera aucuns frais liés à un monteur d'installations au gaz apprenti.

Article C6 : Matériel et pièces de remplacement (excluant l'installation et la réparation des réservoirs appartenant à l'offrant, à moins que les réparations ne soient pas attribuables à l'usure et à la détérioration normale)

Article n°	Description
6a.	Matériaux divers et pièces de rechange (sauf les articles gratuits) au coût livré (qui comprend le prix facturé, les frais de transport, les frais de change, les frais de douane et de courtage) plus un pourcentage de majoration de ____ % excluant la taxe de vente. La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) est en sus et doit être indiquée séparément sur une facture.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0142-12C181/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

cal114

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0142-12C181

File No. - N° du dossier

CAL-1-34400

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe « C »

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Attaché en tant que document PDF séparé.

ANNEXE « D »**EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE****Assurance de responsabilité civile commerciale**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- o. Droits de poursuite : Conformément é l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme

adjudgée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée

Assurance responsabilité civile automobile

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
 - (a) Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
 - (b) Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
 - (c) Garantie non-assurance des tiers;
 - (d) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

Assurance responsabilités couvrant l'atteinte à l'environnement

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance Responsabilité civile relative aux réservoirs de stockage d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. La police d'assurance Responsabilité civile relative aux réservoirs de stockage doit comprendre les éléments suivants :
 - (a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - (b) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - (c) Séparation des assurés : La police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - (d) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.

- (e) Transport incident : La police doit couvrir les pertes découlant de tout déchet, produit ou matériel transporté, expédié ou livré par le biais d'un moyen de transport vers un emplacement situé au-delà des limites du site où l'entrepreneur ou toute entité pour laquelle il est juridiquement responsable exécute ou a exécuté les activités décrites dans le contrat.
- (f) Assurance de responsabilité civile relative aux réservoirs de stockage : La police doit couvrir les blessures corporelles et les dommages matériels causés hors site à des tiers par des rejets provenant de réservoirs de stockage (en surface et sous terre). La protection doit comprendre les mesures correctives et le nettoyage de ces rejets.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0142-12C181/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

cal114

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W0142-12C181

CAL-1-34400

ANNEXE « E »**FORMULAIRE DE RAPPORT SUR L'OFFRE À COMMANDES****Faire parvenir à:**

Télécopieur:

(403) 292-5786

Courriel:

wst-pa-cal@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Les rapports d'utilisation doivent être présentés dans les quinze (15) jours civils suivant la fin de la période de mise à jour.

FOURNISSEUR :**No DE L'OFFRE À COMMANDES :**

W0142-12C181 PROPANE

MINISTÈRE OU ORGANISME :

DND

PÉRIODE:☐ 1^{er} avril au 30 juin☐ 1^{er} juillet au 30 septembre☐ 1^{er} octobre au 31 décembre☐ 1^{er} janvier au 31 mars

n° de commande	Description	Valeur totale de chaque commande (TPS non inclus)
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		
Valeur totale des commandes pour la période de référence:		

AUCUN RAPPORT: Nous n'avons pas conclu d'affaires avec le gouvernement du Canada pour cette période ☐

PRÉSENTÉ PAR:

Nom: _____

Numéro de téléphone: _____

SIGNATURE: _____ DATE: _____



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W0142-12C181

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction 1 ASG-LFWA
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Service Contract to provide Propane via bulk tanker refueling Propane storage tanks, and the installation of a storage tank system.		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g., cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W0142-12C181

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

Canada



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W0142-12C181

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COMSEC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
				CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET	NATO DIFFUSION RESTRICTED	NATO CONFIDENTIEL			COMSEC TRÈS SECRET	A	B	C	CONFIDENTIEL	
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

WD142-12C181

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Deborah Fewer

Title - Titre

G4 Material Control Officer

Signature

Deborah Fewer

Telephone No. - N° de téléphone
403-544-4533

Facsimile No. - N° de télécopieur
403-544-5056

E-mail address - Adresse courriel
deborah.fewer@forces.gc.ca

Date

January 2012

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)
Tippy Graham - CF MP GP HQ - Industrial Security

Senior Security Analyst

Tel: 613-949-1035 / Fax: 613-949-1069

E-mail: tippy.graham@forces.gc.ca

Signature

Tippy Graham

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

1 Feb 2012

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?

Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☐ No
Non

☒ Yes
Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Jill Mahon

Title - Titre

Contract Security Officer, Contract Security Division

Jill.Mahon@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Tel/Tél - 613-960-0164 / Fax/Télec - 613-954-4171

Signature

Jill Mahon

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

Feb 8/2012